ÉLECTIONS MUNICIPALES 2020 : NOTRE DOSSIER REPORTAGE

A Bordeaux, Philippe Poutou veut sortir « la lutte des classes » de l'usine

samedi 7 mars 2020, par JEANTET Jérémy (Date de rédaction antérieure : 6 mars 2020).

À la tête d'une liste rassemblant militants du NPA, de La France insoumise, syndicalistes, associatifs et « gilets jaunes », l'ancien candidat à l'élection présidentielle bouscule la campagne bordelaise et défend un « anticapitalisme municipal ».

Bordeaux (Gironde), correspondance.– C'est l'invité surprise des municipales à Bordeaux, particulièrement ouvertes depuis le départ d'Alain Juppé au Conseil constitutionnel il y a un an [1]. Philippe Poutou, deux fois candidat NPA à l'élection présidentielle, a su s'immiscer dans le débat, au point d'avoir été convié mercredi 4 mars à une discussion entre les principales têtes de liste.

Alors qu'il devait répondre notamment à des questions du Medef local sur des sujets de rayonnement et d'attractivité économique, son intervention a détonné, venant de quelqu'un qui prône l'anticapitalisme à tous les échelons. Car au-delà de l'image parfois sympathique dont jouit Poutou, un des très rares ouvriers engagés en politique au niveau national, ou des vives critiques qu'il suscite de la part de ses adversaires, quel sens a sa candidature ? Et que recouvre « l'anticapitalisme municipal » qu'il prône ?

Philippe Poutou, récemment licencié de Ford, est convaincu que l'échelon local peut désormais être pertinent.

« Des sociologues ont développé l'idée que la lutte des classes ne se passe pas seulement dans les usines, mais aussi dans les villes et les quartiers, avec une bourgeoisie qui s'approprie des espaces ouvriers et populaires », explique Philippe Poutou, pour qui l'idée de cette candidature est « de dire merde à la bourgeoisie bordelaise ». « Ce sont eux qui nous volent notre ville et nos quartiers. »

Dans son programme : gratuité des transports publics, rétablissement des services publics en régie, conseils de quartier décisionnaires, réquisition des logements vacants ou encore encadrement des loyers.

Dans cette campagne, la question du logement est centrale. À Bordeaux, les prix ont explosé ces dix dernières années (hausse de 44 % des prix de l'ancien en 10 ans) [2], à la suite, notamment, de l'arrivée de la LGV (ligne à grande vitesse), qui place la capitale girondine à deux heures de Paris.

La liste Bordeaux en luttes entend contrer ce phénomène de gentrification. « Nous voulons que Bordeaux reste mixte et qu'on arrête l'exode des classes moyennes et populaires vers la périphérie », ajoute Maylis de Verneuil, avocate et 12e sur la liste.

En troisième position, on retrouve Antoine Boudinet, étudiant de 27 ans qui a perdu sa main droite après l'explosion d'une grenade lacrymogène le 8 décembre 2018, lors d'une manifestation des « gilets jaunes » *(il était venu témoigner sur le plateau de MediapartLive en janvier dernier [3]).*

Pour lui, « lutter contre la gentrification, c'est la base même de la lutte des gilets jaunes, à savoir l'augmentation du coût de la vie à cause de logiques capitalistes ».

Autre proposition phare de la liste, la gratuité des transports en commun. « Ce n'est pas une utopie, assure Évelyne Cervantes-Descubes, militante à La France insoumise, numéro 2 sur la liste et ancienne candidate aux législatives de 2017. Sans dépenser d'argent, on peut déjà redessiner le réseau de bus pour le rendre plus cohérent, favoriser les déplacements de quartier à quartier, sans obliger à passer par le centre-ville. »

Leur idée est de réduire la place de la voiture. Selon une étude récente d'un fabricant de GPS, un automobiliste bordelais a perdu 156 heures dans les bouchons en 2019, hissant l'agglomération à la 3e place des métropoles les plus embouteillées de France, derrière Paris et Marseille.

Aux questions de coût pour la collectivité et en termes d'investissements dans les infrastructures, les candidats évoquent un choix politique. « C'est une mesure écologique et économique, défend Antoine Boudinet. La grande question, c'est : où on met l'argent ? Bordeaux a décidé d'être une ville carte postale. L'argent dépensé pour organiser de grands événements et attirer les touristes pourrait être investi dans des domaines sociaux. »

Pour Véronique Girod, retraitée et militante au NPA, 20e sur la liste, « c'est aussi ça, l'anticapitalisme municipal, reprendre en main tout ce qui a été confié au privé et faire en sorte que l'argent n'aille pas à leurs actionnaires mais à la municipalité. C'est notamment repasser la gestion de l'eau en régie, afin de pouvoir baisser les prix pour les populations les plus précaires ».

Voilà pour le programme. Pour les candidats, l'union de tous ces militants ne s'est pas faite sans heurts, avoue Philippe Poutou : « Depuis octobre, les discussions ont parfois été chaudes. Une majorité, au sein du NPA à Bordeaux, refusait même l'idée de parler avec La France insoumise. C'est le mouvement contre la réforme des retraites qui a facilité les choses. Nous étions côte à côte dans les cortèges et on s'est dit que ce serait trop bête de ne pas faire quelque chose ensemble. »

Beaucoup d'entre eux ont aussi marché ensemble pour protester contre la fermeture de l'usine Ford de Blanquefort [4], dans laquelle travaillait Philippe Poutou. Pour autant, le NPA, un temps central au sein de la gauche radicale avant de perdre une très grande partie de ses militants, est profondément divisé : à Bordeaux, certains de ses militants boudent leur ancien candidat à la présidentielle et préfèrent se tourner vers la liste Lutte ouvrière menée par Fanny Quandalle.

Mardi 3 mars, des membres de la liste Bordeaux en luttes ont présenté leurs propositions en matière de logement à l'Athénée municipal, à quelques pas du Palais-Rohan, devant une salle comble.

« L'idée n'est pas de dire "Votez pour nous et on va décider de tout pour vous pendant six ans", assure Myriam Eckert, militante du CLAP 33 (Contre les abus policiers) et du DAL 33 (Droit au Logement), en quatrième position sur la liste, gilet jaune sur les épaules. Ça peut paraître très confortable, l'idée que l'on n'aurait qu'à glisser un bulletin dans une urne tous les six ans. Mais il faut que les gens s'impliquent dans la vie de leurs quartiers, de leurs associations. Et nous, on relaiera cette parole. »

L'un des tracts de Bordeaux en luttes promet d'être « la voix de celles et ceux qu'on n'entend jamais au conseil municipal ». Un message qui semble fonctionner, alors que le besoin de renouvellement de la classe politique et le « dégagisme » sont puissants dans l'électorat.

« On se rend compte qu'on va peut-être pouvoir faire des choses, mettre des sujets sur la table qui n'étaient jusque-là pas abordés en conseil municipal », imagine Philippe Poutou, tandis qu'il tracte,

sous la pluie, à Bacalan, un ancien quartier ouvrier et portuaire du nord de Bordeaux.

Il discute pendant plusieurs minutes avec une jeune mère isolée, accompagnée de son petit garçon. Au bord des larmes, elle tient à le remercier « pour [son] engagement et [son] intégrité ». Presque gêné par ce témoignage d'affection, Philippe Poutou y voit « la preuve qu'[il] a [sa] place dans cette élection ».

Ce succès ne va pas sans susciter la jalousie. Vincent Feltesse, ancien député socialiste et ancien président de Bordeaux métropole, a déclaré fin février que « voter Poutou, c'est voter Florian ». Autrement dit, favoriser le successeur d'Alain Juppé en pénalisant Pierre Hurmic, son principal adversaire à la tête d'une liste EELV-PS-PCF.

« Hurmic représente peut-être un capitalisme sympathique, mais un capitalisme tout de même. Ce ne sont pas nos idées », assure Antoine Boudinet. Évelyne Cervantes-Descubes rappelle l'opposition du candidat écologiste au mariage pour tous [5].

Philippe Poutou écarte toute idée d'alliance au second tour, persuadé que Thomas Cazenave, tête de liste LREM, finira par se désister au profit de Nicolas Florian, candidat LR allié avec le MoDem, permettant à ce dernier d'espérer une confortable victoire.

« On ne pique pas des voix à Pierre Hurmic, indique Antoine Boudinet. On prend des voix à l'abstention *[44,7 % au premier tour en 2014, soit près de 10 points de plus que la moyenne nationale, qui établissait alors un record – ndlr [6].].* On porte la voix de personnes qui avaient arrêté de voter à force de ne pas être représentées. »

Quel que soit le résultat des 15 et 22 mars, cette élection municipale bordelaise sera inédite. Il y aura vraisemblablement un second tour pour la première fois depuis la Libération (Jacques Chaban-Delmas, de 1947 à 1995, puis Alain Juppé, de 1995 à 2004 et de 2006 à 2019, ont toujours été élus au premier tour). Et il pourrait même y avoir un bulletin Bordeaux en luttes sur la table.

JÉRÉMY JEANTET

P.-S.

• MEDIAPART. 6 MARS 2020 :
https://www.mediapart.fr/journal/france/060320/bordeaux-philippe-poutou-veut-sortir-la-lutte-des-classes-de-l-usine

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?
• Site d'information indépendant
• Sans subventions ni publicité sur le site
• Journal participatif
• Financé uniquement par ses abonnements

https://www.mediapart.fr/abonnement

Notes

[1] https://www.mediapart.fr/journal/france/130219/le-conseil-constitutionnel-se-noie-dans-le-formol?onglet=full

[2] https://www.sudouest.fr/2019/07/08/immobilier-a-bordeaux-la-chute-des-prix-se-confirme-6310955-4689.php

[3] https://www.mediapart.fr/journal/france/160119/violences-policieres-la-parole-des-blesses?onglet=full

[4] https://www.mediapart.fr/journal/economie/130718/blanquefort-l-usine-ford-ferme-sans-un-bruit?onglet=full

[5] https://www.lemonde.fr/international/article/2005/02/22/pierre-hurmic-un-vert-sans-concessions_399072_3210.html

[6] https://www.sudouest.fr/2014/03/25/municipales-2014-le-taux-d-abstention-definitivement-fixe-a-36-45-1504162-6035.php